

Lundi 21 avril 2008 | 5:00 | Beyrouth

## **Ghazi Aad opposé à la politisation de l'affaire des fosses communes**

Le Comité des parents des détenus et des personnes portées disparues au Liban, le Centre libanais des droits de l'homme et Human Rights Watch ont tenu samedi une conférence de presse conjointe à Halate, près du lieu où les agents de sécurité avaient creusé à la recherche d'une fosse commune.

M. Ghazi Aad, président de Solid, a critiqué « la manière hâtive, primitive et désinvolte avec laquelle l'affaire de la fosse commune présumée a été gérée mardi dernier ». Refusant que ce dossier soit exploité dans un cadre politique, M. Aad a affirmé que Solid et le Comité des parents des détenus et des personnes portées disparues « continueront de revendiquer un droit sacré aux parents des détenus ou des personnes portées disparues durant la guerre, quelles que soient les accusations de politisation ». Pour lui, ce droit est « celui de tous les Libanais et ne peut pas être sélectif ou marginalisé ».

© 2007, L'Orient-Le Jour. Droits de reproduction et de diffusion réservés.